



KPMG SA
12 Quai Armand Considère
29200 Brest

Maison Pour Tous du Valy-Hir Association

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
Maison Pour Tous du Valy-Hir Association
1 rue des Frères Goncourt - 29200 BREST

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
12 Quai Armand Considère
29200 Brest

Maison Pour Tous du Valy-Hir Association

1 rue des Frères Goncourt - 29200 BREST

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association MAISON POUR TOUS DU VALY-HIR,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MAISON POUR TOUS DU VALY-HIR relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

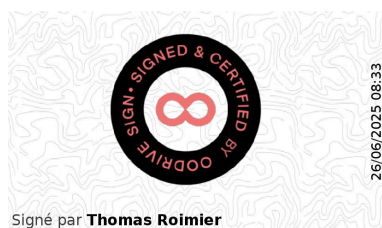


Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Brest, le 26 juin 2025

KPMG SA



Thomas Roimier

Associé

Bilan ACTIF

ACTIF	Exercice 2024 (selon ANC 2018-06)			Exercice 2023 (selon ANC 2018-06)
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	2 395	2 395	0	0
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage indust.	14 402	11 136	3 266	3 717
Autres immobilisations corporelles	34 355	23 249	11 107	8 910
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés	4 348		4 348	4 348
Prêts				
Autres				
TOTAL (I)	55 500	36 780	18 720	16 975
COMPTES DE LIAISON (II)	0	0	0	0
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours			0	0
Avances et acomptes versés sur commandes	26 819		26 819	799
Créances				
Créances clients usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	112 775		112 775	76 253
Valeurs mobilières de placement	61 930		61 930	41 023
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	190 117		190 117	309 378
TOTAL (III)	391 641	0	391 641	427 452
Charges constatées d'avance (IV)	6 913		6 913	5 088
Frais d'émission des emprunts (V)	0		0	0
Primes de remboursement des emprunts (VI)	0		0	0
Ecart de conversion actif (VII)	0		0	0
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI+VII)	454 055	36 780	417 275	449 515

Bilan PASSIF

PASSIF	Exercice 2024 (selon ANC 2018-06)	Exercice 2023 (selon ANC 2018-06)
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	4 539	4 539
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	15 581	15 581
Report à nouveau	240 094	207 696
Excédent ou déficit de l'exercice	-25 440	32 397
<i>Situation nette (sous-total)</i>	234 773	260 213
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	2 975	
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	237 748	260 213
COMPTES DE LIAISON (II)	0	0
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	800	0
TOTAL (III)	800	0
PROVISIONS		
Provisions pour risques	0	0
Provisions pour charges	73 455	72 545
TOTAL (IV)	73 455	72 545
FONDS DEDIES (A)		
		0
DETTES		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 880	8 136
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	77 199	87 274
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	8 663	4 836
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	10 530	16 511
TOTAL (V)	105 272	116 757
Écarts de conversion passif (VI)	0	0
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+VI+A)	417 275	449 515

Compte de résultat

	du 01/01/2024 au 31/12/2024 12 mois (selon ANC 2018-06)	du 01/01/2023 au 31/12/2023 12 mois (selon ANC 2018-06)	Variation 2024/2023
Cotisations	3 410	3 497	-86
Ventes de biens et services			
Ventes de marchandises	6 908	4 297	2 611
Ventes de prestations de service	113 729	96 489	17 240
Produits de tiers financeurs			
Concours Publics	150 096	119 141	30 955
Subventions d'exploitation	431 108	433 814	-2 706
Reprise et transfert de charge	56 403	57 768	-1 365
Utilisation des fonds dédiés		0	0
Autres produits	2	1	1
Total Produits d'exploitation (I)	761 657	715 006	46 650
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises	2 276	4 156	-1 880
Variation de stock de marchandises			
Achats de matières premières			
Variation de stock de matières premières			
Autres achats non stockés et charges ext.	156 268	118 837	37 431
Impôts et taxes	14 384	8 897	5 488
Salaires et traitements	472 187	423 347	48 840
Charges sociales	122 715	105 914	16 802
Amortissements et provisions	15 106	22 192	-7 086
Reports en fonds dédiés	800	0	800
Autres charges	4 377	4 872	-496
Total Charges d'exploitation (II)	788 114	688 215	99 899
1-RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-26 458	26 791	-53 249
PRODUITS FINANCIERS			
De participations			
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
Autres intérêts et produits assimilés	4 960	3 488	1 472
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total produits financiers (III)	4 960	3 488	1 472
CHARGES FINANCIERES			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
Intérêts et charges assimilées	0	0	0
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total charges financiers (IV)	0	0	0
2-RESULTAT FINANCIER (III-IV)	4 960	3 488	1 472
3-RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-21 498	30 280	-51 777
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion	2 274	3 359	-1 085
Sur opérations en capital			
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges			
Total produits exceptionnels (V)	2 274	3 359	-1 085
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion	5 807	971	4 835
Sur opérations en capital			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions			
Total Charges exceptionnels exceptionnels (VI)	5 807	971	4 835
4-RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-3 532	2 388	-5 920
Participation des salariés aux résultats (VII)			0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	410	270	140
Total des produits (I+III+V)	768 891	721 853	47 038
Total des Charges (II+IV+VI+VII+VIII)	794 331	689 456	104 875
EXCEDENT OU DEFICIT	-25 440	32 397	-57 837
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			0
Prestations en nature	254 280	147 485	106 795
Bénévolat	81 910	85 400	-3 490
TOTAL	336 190	232 885	103 305
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			0
Mise à disposition gratuite de biens	254 280	147 485	106 795
Prestations en nature			0
Personnel bénévole	81 910	85 400	-3 490
TOTAL	336 190	232 885	103 305

Annexe comptable

Désignation de l'association : MPT DU VALY HIR

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 417 275 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un déficit de 25 440 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 22 mai 2025 par le conseil d'administration de l'association.

Objet social :

La Maison pour tous du Valy-hir est une association loi 1901.

Elle a pour but la création, la gestion et le contrôle de la Maison Pour Tous du Valy-Hir sise 1, rue des frères de Goncourt – 29200 BREST.

La Maison Pour Tous qui constitue un élément essentiel de l'équipement social et culturel de la ville, du quartier, offre à la population, aux jeunes comme aux adultes, la possibilité de prendre conscience de leur personnalité et ainsi de se préparer à devenir citoyens actifs et responsables d'une communauté vivante. Elle promeut par ailleurs la formation d'animateurs.

C'est une Association d'éducation populaire de quartier agissant sur le développement social local en soutien des initiatives et demandes des habitants et en complémentarité avec les partenaires institutionnels et associatifs selon les valeurs défendues par l'Association :

- Solidarité, garant du renforcement et de la dynamisation de la cohésion sociale en direction de l'individu, du groupe et de la société. Cette solidarité implique une mobilisation permanente contre les exclusions, l'individualisme et l'indifférence.
- Egalité à tous de l'accès aux droits d'information, de loisirs, de culture, de convivialité, de socialisation, égalité d'écoute, d'aide et d'accompagnement des demandes de projets. Cela demande la garantie de continuité de leur action en faveur des usagers et une mobilisation accentuée en direction des publics sensibles.
- Citoyenneté, impliquant tolérance et ouverture. C'est l'apprentissage d'une démocratie active, responsable et ouverte sur la cité.
- Laïcités impliquant le respect de toutes croyances et l'égalité de tous les citoyens devant la loi sans distinction de religion.
- Œuvrer dans le souci de mixité sociale, à la recherche d'échanges intergénérationnels, de cultures qui se reconnaissent, de populations différentes, hors des clivages sociaux.

Les orientations de l'Association :

L'enfance :

- Volet extrascolaire :
 - Offrir aux familles un accueil de loisirs et éducatif
 - Permettre l'accès à tous des différents accueils de la Mpt
 - Développer les relations de confiance avec les familles
 - Permettre aux enfants l'ouverture à d'autres expériences et aux découvertes de nouveaux horizons (Séjours, activités manuelles, scientifiques, sportives et culturelles).
- Volet Périscolaire :
 - Coordination de site de l'école maternelle et primaire de Quéliverzan
 - Organisation de tous les temps (halte d'accueil matins et soirs, pause méridienne, TAP, accueil éducatif).
 - Permettre aux enfants l'ouverture à d'autres expériences et aux découvertes de nouveaux horizons (activités manuelles, scientifiques, sportives et culturelles).

La jeunesse :

- Structure d'accueil de tous les jeunes, avec accueil au quotidien et spécifiques selon leur tranche d'âge.
- Construction sur la durée de projets avec les jeunes pour les accompagner dans le développement des notions de citoyenneté, d'engagement, de prise de responsabilité, de prise de décision, de coopération, de solidarité dans leur projet.
- Développement d'actions de prévention
- Accompagnement individualisé des plus âgés sur des actions d'insertion.

Intervention sur l'aire d'accueil des gens du voyage :

- Cette intervention, inscrite dans le projet social d'accueil des gens du voyage de Kervallan, porté par le Centre Communal d'Action Sociale, développe l'accès à la culture, aux loisirs et au soutien à la scolarisation des enfants et des jeunes.
- Interventions hebdomadaires des équipes d'animation sur les temps périscolaires et extrascolaires.

Public senior :

- L'association, par son projet associatif, s'engage à lutter contre l'isolement social des personnes les plus fragilisées, notamment les personnes âgées vivant à domicile, en accueillant le réseau « voisin'âge » pour le quartier des quatre moulins.

Culture :

- Participation aux festivals à l'échelle de la ville
- Développement de projets participatifs
- Lieux d'exposition
- Accueil de troupes locales, concerts,

Usages du numérique :

- Développer des activités autour du multimédia en direction de l'ensemble des usagers de l'association dans une dynamique de transversalité des publics et d'un accès prioritaire aux personnes les plus éloignées des nouvelles technologies
- Être un lieu d'accueil et de conseil sur les supports numériques.
- Assurer un accueil Point d'accès public internet (PAPI) sur les quartiers de Quéliverzan et Valy-Hir.
- Mener des ateliers divers dans le cadre des différents accueils extrascolaires et périscolaires de la structure.

Activités socioculturelles :

- Proposer des activités socioculturelles variées à tarifs adaptés aux ressources des familles.
 - Par l'accueil de toute association désirant développer une activité de loisirs ou d'apprentissage (danse, langue, activités manuelles, ...)
 - La mise en place d'atelier sur demandes spécifiques
 - La tarification selon le quotient familial

Secteur Vie Sociale :

- Agrément CAF Espace Vie Sociale
- Favoriser une dynamique sociale de structure et de quartier (initiatives des habitants, temps festifs, ateliers collectifs, ...)
- Rompre l'isolement des personnes les plus fragilisées
- Soutenir et reconnaître les parents dans leurs fonctions et compétences éducatives

Moyens mis en œuvre

Pour accomplir ses missions la Maison Pour Tous du Valy-Hir dispose de :

- Participations d'adhérents aux activités
- Prestations de service CAF
 - o Périscolaire
 - o Extrascolaire
 - o CLAS
 - o Espace vie sociale
- Prestation de service MSA
- Aide de l'état à l'embauche de contrats aidés
- Subventions versées par :
 - o L'état
 - o Le conseil départemental
 - o La Caisse d'allocation familiale
 - o La caisse des écoles
 - o Le contrat de ville
 - o Ville – Conventionnement pluriannuel

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été arrêtés conformément au règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif modifié par l'ANC n°2020-08.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre à l'exception de la première application du règlement ANC n°2018-06 à compter du 1^{er} janvier 2020.
- Indépendance des exercices.

Les principales règles et méthodes comptables retenues sont exposées au cours des différentes notes qui suivent sur les comptes annuels, se rapportant chacune à un poste spécifique du bilan et du compte de résultat.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

AMORTISSEMENTS

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Notes sur le bilan**Actif immobilisé**

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 395			2 395
Immobilisations incorporelles	2 395	0	0	2 395
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagement des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	13 333 0	1 069		14 402 0
- Installations générales, agencements aménagement divers	0 6 044			0 6 044
- Matériel de transport	8 500			8 500
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	14 929	4 883		19 812
- Emballages récupérables et divers	0			0
- Immobilisations corporelles en cours	0			0
- Avances et acomptes	0			0
Immobilisations corporelles	42 806	5 952	0	48 758
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				0
- Autres titres immobilisés	4 348			4 348
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières	4 348	0	0	4 348
ACTIF IMMOBILISE	49 549	5 952	0	55 501

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 395			2 395
Immobilisations incorporelles	2 395	0	0	2 395
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	9 616	1 520		11 136
- Installations générales, agencements aménagements divers	675	1 141		1 815
- Matériel de transport	8 500			8 500
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	11 388	1 546		12 933
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	30 177	4 206	0	34 383
ACTIF IMMOBILISE	32 573	4 206	0	36 780

Actif circulant**Etat des créances**

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 150 855 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Autres titres immobilisés	4 348		4 348
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	139 594	139 594	
Charges constatées d'avance	6 913	6 913	
Total	150 855	146 507	4 348
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Produits à recevoir	97 135
Total	97 135

Fonds propres

Variation des fonds associatifs

	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	A la clôture
Patrimoine intégré	1 999				1 999
Fonds statutaires					
Apports sans droit de reprise	2 540				2 540
Legs et donations					
Subventions affectées					
Autres fonds					
Total fonds sans droit reprise	4 539	0	0	0	4 539
Apports avec droit de reprise					
Legs et donations assortis d'une condition					
Subventions affectées					
Total fonds avec droit reprise	0	0	0	0	0
Ecart de réévaluation	0	0	0	0	0
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves réglementées					
Autres réserves	15 581				15 581
Total réserves	15 581	0	0	0	15 581
Report à Nouveau	207 696	32 398			240 094
Résultat de l'exercice	32 397			57 837	-25 440
Situation nette	260 213	32 398	0	57 837	234 774
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissements	0		2 975		2 975
Provisions réglementées					
Total fonds associatifs	260 213	32 398	2 975	57 837	237 749

Provisions**Provisions**

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provision à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	72 545	2 665		1 755	73 455
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congrés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	72 545	2 665		1 755	73 455
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		2 665		1 755	
Financières					
Exceptionnelles					

Provision retraite :

Le calcul est réalisé sur l'ensemble du personnel en contrat à durée indéterminée présent au 31/12/2024. L'indemnité est calculée à partir de la convention collective nationale des métiers de l'Education, de la Culture, des Loisirs et de l'Animation agissant pour l'utilité sociale et environnementale, au service des Territoires dite ECLAT (ex : animation).
Le calcul est réalisé à partir des données suivantes :

Paramètres économiques :

L'augmentation annuelle des salaires :

- 3% Constant pour la catégorie : animateurs techniciens
- 3% Constant pour la catégorie : animateurs de base
- 3% Constant pour la catégorie : techniciens
- 3% Constant pour la catégorie : coordinatrice
- 3% Constant pour la catégorie : personnel d'entretien

Le taux d'actualisation et de revalorisation annuelle nette du fonds est de : 3,5 % (inflation comprise).

Paramètres sociaux :

Le départ est prévu, sauf dérogation individuelle à :

- 62 ans pour la catégorie : animateurs techniciens
- 62 ans pour la catégorie : animateurs de base
- 62 ans pour la catégorie : techniciens
- 62 ans pour la catégorie : coordinatrice
- 62 ans pour la catégorie : personnel d'entretien

Le taux de rotation retenu est :

- 9.00 % CONSTANT jusqu'à 55 ans, 0 % au-delà pour la catégorie : animateurs techniques
- 17.50% CONSTANT jusqu'à 55 ans, 0 % au-delà pour la catégorie : animateurs de base
- 9.00 % CONSTANT jusqu'à 55 ans, 0 % au-delà pour la catégorie : Technicien
- 1.50 % CONSTANT jusqu'à 50 ans, 0 % au-delà pour la catégorie : Coordinatrice
- 1.50 % CONSTANT jusqu'à 50 ans, 0 % au-delà pour la catégorie : Personnel d'entretien

Le taux de charges sociales patronales est :

- 25.43 % pour la catégorie : animateurs techniques
- 21.90 % pour la catégorie : animateurs de base
- 28.60 % pour la catégorie : Techniciens
- 43.34 % pour la catégorie : Coordinatrice
- 27.76 % pour la catégorie : Personnel d'entretien

Le départ intervient à l'initiative du salarié.

Paramètres techniques :

- L'année des calculs retenue est 2024.
- La table de mortalité utilisée est la table réglementaire INSEE 2016-2018 - données def.
- La méthode de calcul retenue est la méthode : Rétrospective Prorata Temporis.
- Les plans de financement établis tiennent compte de l'ensemble des salariés.
- La tarification est établie soit sur la base de cotisations lissées (*), soit sur la base de versement(s) unique(s) assorti(s) de cotisations lissées dans le temps.
- Les cotisations sont supposées être payées annuellement d'avance, les départs étant prévus en début d'année.
- Le fonds collectif est utilisé pour le remboursement des seules indemnités de fin de carrière, les cotisations sont donc exonérées de la taxe sur les conventions d'assurances.

L'évaluation de la provision est calculée avec une indemnité de :

- 0 à 10 ans d'ancienneté : 1/4 de mois par année d'ancienneté.
- > 10 ans : 1/3 de mois de salaire par année d'ancienneté.

Montant de la provision au 31/12/2024 : 73 455 €.

Dettes**Etat des dettes**

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 105 272 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 880	8 880		
Dettes fiscales et sociales	77 199	77 199		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	8 663	8 663		
Produits constatés d'avance	10 530	10 530		
Total	105 272	105 272		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont : (**)				
Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fourniss. fact. non parvenues	
Dettes prov. pour congés	30 812
Charges sociales sur congés à payer	10 959
Charges fiscale s/congés à payer	438
Charges à payer	8 364
Total	50 572

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Montant
Charges constatées d'avance	6 913
Total	6 913

Produits constatés d'avance

	Montant
Produits constatés d'avance	10 530
Total	10 530

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Suivi des fonds dédiés :

Variation des fonds dédiés issus de :	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours de deux derniers exercices
<u>Subventions d'exploitation</u>							
Ville - DSU - Subv. Précarité menstruelle		800				800	
<u>Contributions financières d'autres organismes</u>							
<u>Ressources liées à la générosité du public</u>							
Total	0	800	0	0	0	800	0

Concours publics

Organismes ou collectivités	Objet	Montant
Caisse d'allocation Familiale	Accueil extrascolaire	30 688
Caisse d'allocation Familiale	Accueil périscolaire	72 038
Caisse d'allocation Familiale	Accueil de jeunes	4 435
Caisse d'allocation Familiale	Accompagnement à la scolarité	14 752
Caisse d'allocation Familiale	Animation locale	27 020
MSA	MSA	1 162
	TOTAUX	150 096

Répartition des subventions

Le tableau ci-dessous indique la répartition entre les exercices

SUBVENTIONS PUBLIQUES ET ASSIMILEES

Organismes ou collectivités	Objet	Engagements obtenus sur l'exercice	Prise en compte sur l'exercice	A affecter sur le prochain exercice
ASP	Financement de postes	167	167	800,00
ACSE	Ville-Vie-Vacances	4 200	4 200	
CONSEIL DEPART.	Contrat Ville Kervallan	2 500	2 500	
CONSEIL DEPART.	Autres subventions		0	
CAF	Mini séjours été 2024	4 500	4 500	
CAF	Séjours familiaux 2024	1 000	1 000	
CAF	Sorties familiales 2024	3 500	3 500	
VILLE DE BREST	Fonctionnement	407 571	407 571	
CAISSE DES ECOLES	Terrain de Kervallan	6 650	6 650	800
VACANCES OUVERTES	Séjours familles à Paris	1 020	1 020	
	TOTAUX	431 108	431 108	

Autres informations

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Loi du 23 mai 2006 relatif au volontariat associatif :

- Rémunération des dirigeants : néant
- Rémunération des 3 cadres les mieux rémunérés : néant

Effectif moyen sur l'exercice

L'effectif moyen de l'exercice 2024 est de : 17 ETP (mise à disposition incluse)

Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes, au titre de sa mission légale, comptabilisés au cours de l'exercice 2024 se portent à : 4 083 € H.T et 4 900 € TTC

Contributions volontaires

> La valorisation de ces éléments résulte d'une information communiquée par la Ville de Brest (compte administratif 2024).

> Le bénévolat : celui-ci tient compte du temps d'encadrement de certaines manifestations par des bénévoles. Le calcul est effectué par l'association et centralisé dans un tableau permettant d'identifier le nombre d'heures de bénévolat par activité.

Cette évaluation a été effectuée par la Maison Pour Tous de la manière suivante :

- Nombre d'heures totales : 5 263 heures
- Coût de l'heure : 11.88 €
- Taux de charges sociales moyen : 31%